

Salaires, emploi, démocratie ... Après 100 jours de gouvernement socialiste, nous ne voyons pas de volonté de rupture avec les choix précédents que réclamerait un vrai changement !

Le changement ... il faudra l'imposer !

Les annonces du gouvernement ne sont pas à la hauteur et sonnent comme un discours sur la rigueur de gauche.

Recul sur le niveau d'augmentation du SMIC, pas d'intervention dans les plans sociaux, visite de plusieurs ministres à l'université d'été du MEDEF, discussion sur la compétitivité des entreprises avec augmentation de la flexibilité, discours sur la nécessité de réformer la protection sociale, poursuite de la baisse de fonctionnaires sauf dans l'éducation, la justice et la police.

Les seules propositions d'emplois se concrétiseront par l'embauche d'emplois précaires et d'emplois aidés notamment dans le secteur social et du handicap. Ils pourront être étendus au secteur privé avec allègement des cotisations sociales.

Dans notre secteur, la ministre de la Santé confirme la non abrogation de la loi Hôpital Patients Santé, Territoires, l'aménagement de la Tarification à l'activité (T2A), la poursuite des restructurations.

Elle s'apprête à donner l'agrément aux patrons de la CC51 qui ont dénoncé cette convention collective en faisant fi du dialogue social en tentant un passage en force en imposant ses propositions unilatérales.

Elle n'abroge pas les ordres professionnels.

Il n'y a aucun engagement salarial pour l'ensemble de nos secteurs alors que la valeur du point est bloquée depuis trois ans.

La future loi de financement de la Sécurité Sociale définira une progression des

dépenses de santé de 2,7% en recul par rapport aux engagements de campagne électorale à 3%. Ce PLFSS insuffisant va entraîner la poursuite des mesures d'économies, des restructurations et aggraver le déficit de nombreux établissements.

Toutes ces annonces montrent bien le choix du gouvernement de ne pas rompre avec la logique capitaliste de la marchandisation de la santé, du handicap.

Seule une mobilisation citoyenne et syndicale permettra d'exiger une autre politique !

La Fédération SUD Santé Sociaux avec le Collectif national « Notre santé en danger » et le réseau européen de défense de la santé et de la protection sociale appelle à une semaine d'action du 1er au 6 octobre.

Cette semaine d'action est prévue, tant en France, que dans certains pays européens qui subissent des politiques similaires. Une semaine de lutte contre la destruction de la santé publique et pour l'exigence de moyens pour des soins, des prises en charge de qualité pour toutes et tous partout.

Le 4 octobre organisation d'actions décentralisées devant les ARS (Agence Régionale de Santé) ou devant des établissements menacés de fermeture.

Le samedi 6 octobre, Manifestation à Paris à 14 heures en direction de Matignon.

Rassemblement dès 12h30 Place de l'Observatoire. (Port-Royal) : interventions des délégués des établissements en lutte et des différentes organisations.



Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 12 septembre 2012

Toutes ces politiques antisociales, ces attaques contre les services publics et la protection sociale sont justifiées partout en Europe par l'obligation de stabilité économique et répondent aux diktats de la finance.

Elles sont inscrites dans le nouveau pacte de stabilité financière que le gouvernement, contrairement à ses promesses de campagne, veut faire ratifier en urgence par l'Assemblée Nationale et le Sénat.

Ce traité garantit pour les banques et les spéculateurs que les intérêts seront payés. Mais en contre partie il garantit des politiques d'austérité à perpétuité.

Le pacte "Euro+" est très précis, remise en cause du SMIC, flexibilité, modération salariale (public, privé), priorité à la résorption des dépenses de santé et des retraites, transfert des cotisations sociales patronales sur la TVA, la CSG, réduction drastique des services publics.

La décision de ratification, d'un tel pacte, ne peut pas appartenir qu'aux seuls parlementaires. Elle concerne l'ensemble des citoyens et impose l'organisation d'un référendum.

La Fédération SUD Santé Sociaux rejoint l'appel de syndicalistes, d'associations et de partis politiques pour condamner ce texte et exiger l'organisation d'un référendum.



**Manifestation nationale
unitaire le dimanche
30 septembre 2012 à Paris**

**NON A LA RATIFICATION
MISE EN PLACE D'UN
REFERENDUM**

Le véritable changement ne se fera pas sans nous !



Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 12 septembre 2012